

Réponse à l'enquête « *Le syndicalisme en danger* », par Marceau Pivert

Paru dans *La Révolution prolétarienne* N°205 du 25 août 1935.

J'ai quelque scrupule à vous donner mon avis sur la réplique que j'aurais souhaitée aux décrets-lois : je suis fonctionnaire de l'enseignement et, par suite, en vacances. Il m'est assez désagréable, dans cette situation, de préconiser des moyens d'action qu'en dépit de ma volonté je ne pourrais pas, matériellement, appliquer moi-même.

Mais j'indiquerai d'un mot que cette attaque brutale, on devait la prévoir. A chaque diminution antérieure, j'ai eu l'occasion de le dire à mes camarades du mouvement syndical : « *de la vigueur de la réplique dépendra la suite* ». Trop souvent on répliquait : « *ils* » ne recommenceront pas de sitôt! Voilà l'erreur de perspective. « *Ils* » ont recommencé! Ils y étaient obligés par leur système.

Aujourd'hui, on aurait peut-être pu, par une bonne préparation antérieure (on n'ignorait pas les projets de 10 %) amener l'ensemble des victimes à la seule réplique *efficace* : « *Tous ensemble et au même moment* ».

Mais ne récriminons pas. Notre rôle est encore une fois de regarder l'avenir immédiat et lointain avec le maximum de clairvoyance : on n'évitera pas non plus la *réplique décisive* : grève générale jusqu'à victoire complète, c'est-à-dire : gouvernement ouvrier et paysan.

Ceci m'amène à votre deuxième question : elle soulève les problèmes les plus graves, comme ceux du passage des revendications corporatives à la revendication du pouvoir. Il faut incontestablement consulter les organisations sur la solution à apporter : ce n'est pas d'une équipe gouvernementale, quelle qu'elle soit, que dépend le sort du prolétariat : c'est du prolétariat lui-même, de son action directe de classe, de ses organisations, de sa capacité de défense et d'attaque contre le régime capitaliste, cause de tous ses maux.

Or, à l'heure où nous sommes, le capitalisme menace de prolonger son agonie par une dictature fasciste et par la guerre. Toutes les revendications matérielles immédiates sont liées directement au rapport des forces antagonistes : ce qui est arraché à l'une renforce l'autre; la déflation, arrachant aux travailleurs une part nouvelle de sa capacité de consommation, permet au capitalisme de se prolonger, d'armer ses Croix de Feu et de nourrir grassement ses munitionnaires. Tout recul de l'heure du corps à corps final risque de livrer une classe ouvrière affaiblie à la servitude fasciste.

Cependant, tout ce qui doit permettre au prolétariat de réunir des facteurs de succès doit être utilisé par lui : alliances de toutes les victimes, neutralisation de certaines couches sociales intermédiaires, utilisation des dernières parcelles de démocratie bourgeoise, etc., ces éléments sont recherchés et peuvent être rassemblés. Mais les organisations syndicales doivent prendre conscience qu'elles seules

constituent le véritable moteur et leurs initiatives doivent être dirigées dans le sens *du pouvoir pour les travailleurs*.

D'où indépendance à l'égard de tout gouvernement!

Mais non pas indépendance de tout gouvernement à leur égard!

Un gouvernement des travailleurs peut être porté au pouvoir : ce sera « *le pouvoir* » factice, illusoire, et par suite inefficace au plus haut point, si les syndicats comptent exclusivement sur le fonctionnement des institutions parlementaires et ne se préparent pas à utiliser ce dispositif pour la *conquête du vrai pouvoir*, c'est-à-dire la production entre les mains des syndicats, l'administration politique du pays entre les mains du parti prolétarien (unifié), la répartition des produits entre les mains des coopératives, toutes ces modalités de l'action prolétarienne étant inspirées par la même interprétation marxiste de la révolution. A ce moment, les relations entre gouvernement et syndicats ne sont plus de la même nature : elles sont déterminées par la solidarité de classe qui cimenter le pouvoir ouvrier, mais le pouvoir ouvrier n'est vraiment installé sur une base historique solide que si les institutions politiques et économiques créées par la classe ouvrière sont des formes différentes, également nécessaires, mais complémentaires d'une classe appelée tout entière, avec le maximum de liberté et de démocratie intérieure, à la construction de la société socialiste.

En résumé, une nouvelle orientation syndicale est commencée. Si elle n'est le fait que des cadres, elle risque de subordonner l'avenir du prolétariat à des intérêts non spécifiquement prolétariens, donc de reculer la révolution nécessaire. Au contraire, si elle est constamment propulsée par l'initiative des masses *conscientes, sachant ce qu'elles veulent, sachant où elles vont*, elle peut conduire très rapidement à la conquête du pouvoir politique et à la révolution prolétarienne.

Que les travailleurs, dans leurs assemblées syndicales, regardent en face l'ensemble de la situation et qu'ils dictent leurs volontés.



Marceau Pivert

(Enseignement)

J'ai quelque scrupule à vous donner mon avis sur la réplique que j'aurais souhaitée aux décrets-lois : je suis fonctionnaire de l'enseignement et, par suite, en vacances... Il m'est assez désagréable, dans cette situation, de préconiser des moyens d'action qu'en dépit de ma volonté je ne pourrais pas, matériellement, appliquer moi-même..

Mais j'indiquerai d'un mot que cette attaque brutale, on devait la prévoir... A chaque diminution antérieure, j'ai eu l'occasion de le dire à mes camarades du mouvement syndical : « *de la vigueur de la réplique dépendra la suite* ». Trop souvent on répliquait : « ils » ne recommenceront pas de sitôt! Voilà l'erreur de perspective. « Ils » ont recommencé! Ils y étaient obligés par leur système. Aujourd'hui, on aurait peut-être pu, par une bonne préparation antérieure (on n'ignorait pas les projets de 10 %!) amener l'ensemble des victimes à la seule réplique efficace : « *Tous ensemble et au même moment* ».